CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 57.058/2
du 2 mars 2015

sur

une proposition de loi 'modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en ce qui concerne la nomination des membres des comités de direction' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0654/001)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 57.058/2
van 2 maart 2015

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wat de benoeming van de leden van het directiecomité betreft' (*Parl.St.* Kamer, 2014-2015, nr. 54-0654/001)

Le 4 février 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des Représentants à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur une proposition de loi 'modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en ce qui concerne la nomination des membres des comités de direction' (*Doc. parl.*, Chambre, 2014-2015, n° 54-0654/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 2 mars 2015. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Yves DE CORDT et Marianne DONY, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 mars 2015.

*

Op 4 februari 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wat de benoeming van de leden van het directiecomité betreft' (*Parl.St.* Kamer, 2014-2015, nr. 54-0654/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 2 maart 2015. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Yves DE CORDT en Marianne DONY, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 maart 2015.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de la proposition, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, la proposition appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

1. L'article 49, § 6, alinéa 3, proposé par l'article 2, 1°, prévoit que les membres du comité de direction sont nommés « à l'issue d'un concours de sélection organisé par le Selor ».

Le texte devrait être complété par une définition de fonction et un profil de compétence ou, à tout le moins, d'une habilitation au Roi pour établir ces éléments, qui ne peuvent être laissés à la discrétion du Selor.

Par ailleurs dans le texte français, il convient de remplacer les mots « concours de sélection » par les mots « sélection comparative ».

La même observation vaut pour l'article 3.

2. La même disposition prévoit que les membres sont nommés pour une durée renouvelable de six ans. La question se pose de savoir si l'intention de l'auteur du texte est bien que ce « renouvellement » s'effectue selon la même procédure que celle proposée pour la première nomination. Dans la négative, le texte doit être complété pour fixer les conditions du renouvellement du mandat.

3. Le commentaire de la modification proposée par l'article 2, 1°, précise notamment que

> « Chaque membre de la Chambre se voit accorder deux votes par tour de scrutin, afin de garantir une large représentation des courants sociaux et philosophiques, comme c'est déjà le cas pour l'élection des conseils de police locaux ».

Les dispositions pertinentes à cet égard de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' sont les deuxième et troisième alinéas de l'article 16, qui se lisent comme suit :

> « Pour l'élection des membres du conseil de police, chaque conseiller communal dispose d'une voix s'il y a moins de quatre membres à élire, de trois voix s'il y a quatre ou cinq membres à élire, de quatre s'il y en a six ou sept, de cinq s'il y en a huit ou neuf, de six s'il y en a dix ou onze, et de huit s'il y a douze membres ou plus à élire.
>
> L'élection des membres du conseil de police se fait au scrutin secret et en un seul tour. Chaque conseiller communal reçoit autant de bulletins de vote qu'il dispose de voix. Sur chaque bulletin, il vote pour un membre effectif ».

Comme ce dernier alinéa prévoit une élection en un seul tour et que le précédent ne prévoit en aucun cas l'octroi de deux voix à chacun des votants, le rapprochement avec l'élection des membres des conseils de police ne permet pas de comprendre comment il est proposé d'élire le président et les trois autres membres du comité de direction de la FSMA. Les modalités de cette élection gagneraient dès lors à être plus clairement déterminées.

4. L'article 2, 2°, de la proposition tend à compléter l'alinéa 4, devenant l'alinéa 5, de l'article 49, § 6, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' par la phrase suivante :

> « Ils doivent également satisfaire aux normes les plus élevées en matière de compétence, d'impartialité et d'honorabilité professionnelle applicables aux membres du comité de direction, aux administrateurs, aux responsables de fonctions de contrôle indépendantes et aux dirigeants effectifs d'établissements financiers ».

Toutefois, cet alinéa 4, devenant l'alinéa 5, dispose actuellement comme suit :

> « À défaut de renouvellement de leur mandat, les membres restent en fonction jusqu'à la première réunion du comité de direction dans sa nouvelle composition ».

Compte tenu de la différence d'objet précis de ces deux dispositions, il serait préférable de faire de la phrase en projet un alinéa autonome.

5. Ce faisant, plutôt que d'y écrire que les membres du comité de direction doivent satisfaire « aux normes les plus élevées en matière de compétence, d'impartialité et d'honorabilité professionnelle applicables aux membres du comité de direction, aux administrateurs, aux responsables de fonctions de contrôle indépendantes et aux dirigeants effectifs d'établissements financiers », il convient de tenir compte de ce que les lois qui fixent des exigences pour les personnes qui exercent ces dernières fonctions leur imposent de disposer de « l'honorabilité professionnelle nécessaire et de l'expertise adéquate à l'exercice de leurs fonctions » [1] et d'adapter le texte en conséquence.

*

[1] Article 17, § 1er, 4°, de la loi du 2 août 2002 'relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers' (modifiée par la proposition) ; article 19, § 1er, alinéa 2, de la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit' ; voir également, notamment, l'article 25, § 1er, de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' et l'article 13, § 1er, alinéa 2, de la loi du 21 décembre 2009 'relative au statut des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, à l'activité d'émission de monnaie électronique et à l'accès aux systèmes de paiement'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

1. In artikel 49, § 6, derde lid, voorgesteld bij artikel 2, 1°, wordt bepaald dat de leden van het directiecomité worden aangewezen "na een vergelijkende selectieproef georganiseerd door Selor".

De tekst zou moeten worden aangevuld met een functiebeschrijving en een competentieprofiel of op zijn minst met een machtiging aan de Koning om de elementen vast te stellen die niet aan Selor kunnen worden overgelaten.

Voorts dienen in de Franse tekst de woorden "concours de sélection" te worden vervangen door de woorden "sélection comparative".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3.

2. In dezelfde bepaling wordt gesteld dat de leden worden aangewezen "voor een hernieuwbare termijn van zes jaar". De vraag rijst of het wel de bedoeling is van de steller van de tekst dat die vernieuwing gebeurt volgens dezelfde procedure als die welke werd vooropgesteld bij de eerste benoeming. Zo niet dient de tekst te worden aangevuld om de voorwaarden voor de vernieuwing van het mandaat vast te stellen.

3. In de toelichting bij de wijziging voorgesteld in artikel 2, 1°, wordt onder meer het volgende gepreciseerd:

> "Er wordt elk lid van de Kamer twee stemmen per stemronde toegekend, teneinde tot een brede representatie van de maatschappelijke en filosofische stromingen te komen zoals bij de verkiezing van de lokale politieraden."

De ter zake relevante bepalingen van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus' zijn het tweede en het derde lid van artikel 16 die luiden als volgt:

> "Voor de verkiezing van de leden van de politieraad heeft elk gemeenteraadslid één stem indien er minder dan vier leden te verkiezen zijn, drie stemmen indien er vier of vijf leden te verkiezen zijn, vier indien er zes of zeven, vijf indien er acht of negen, zes indien er tien of elf en acht indien er twaalf of meer leden te verkiezen zijn.
>
> De verkiezing van de leden van de politieraad geschiedt bij geheime stemming en in één enkele stemronde. Elk gemeenteraadslid ontvangt zoveel stembiljetten als hij stemmen heeft. Op elk stembiljet brengt hij een stem uit voor een effectief lid."

Aangezien dit laatste lid voorziet in een verkiezing in één enkele stemronde en overeenkomstig het voorgaande lid aan elke stemgerechtigde nooit twee stemmen worden toegekend, kan op basis van het verband dat wordt gelegd met de verkiezing van de leden van de politieraden, niet worden uitgemaakt hoe de voorzitter en de drie andere leden van het directiecomité van de FSMA dienen te worden verkozen. De nadere regels voor die verkiezing dienen derhalve te worden verduidelijkt.

4. Artikel 2, 2°, van het voorstel strekt tot aanvulling van het vierde lid, dat het vijfde lid wordt, van artikel 49, § 6, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten' met de volgende zin:

> "Zij moeten tevens voldoen aan de hoogste standaarden van deskundigheid, onpartijdigheid en professionele betrouwbaarheid zoals die van toepassing zijn op leden van het directiecomité, bestuurders, verantwoordelijken van onafhankelijke controlefuncties en effectieve leiders van financiële instellingen."

Dit vierde lid, dat het vijfde lid wordt, luidt momenteel evenwel als volgt:

> "Bij gebreke aan herbenoeming blijven de leden in functie tot het directiecomité voor het eerst in zijn nieuwe samenstelling bijeenkomt."

Aangezien het precieze onderwerp van die twee bepalingen verschillend is, is het beter van de ontworpen zin een op zichzelf staand lid te maken.

5. In plaats van te schrijven dat de leden van het directiecomité moeten voldoen "aan de hoogste standaarden van deskundigheid, onpartijdigheid en professionele betrouwbaarheid zoals die van toepassing zijn op leden van het directiecomité, bestuurders, verantwoordelijken van onafhankelijke controlefuncties en effectieve leiders van financiële instellingen" dient er aldus mee rekening te worden gehouden dat de wetten die eisen stellen aan de personen die de laatstgenoemde functies uitoefenen, voorschrijven dat die personen dienen te beschikken over "de voor de uitoefening van hun functie vereiste professionele betrouwbaarheid en passende deskundigheid" [1] en moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Pierre VANDERNOOT

[1] Artikel 17, § 1, 4°, van de wet van 2 augustus 2002 'betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten' (gewijzigd door het voorstel); artikel 19, § 1, tweede lid, van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen'; zie ook, inzonderheid, artikel 25, § 1, van de wet van 19 april 2014 'betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders' en artikel 13, § 1, tweede lid, van de wet van 21 december 2009 'op het statuut van de betalingsinstellingen en van de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld en de toegang tot betalingssystemen'.